

LA FENÊTRE D'OPPORTUNITÉ TUNISIENNE

David Bensoussan, *Les Éditions du Lys*

Les évènements récents en Tunisie ont surpris bien des personnes peu conscientes du fait que derrière l'image ensoleillée de ce pays de villégiature couvaient de très fortes tensions qui furent à la source du soulèvement populaire, mettant ainsi fin au régime du président Ben Ali. Ceux qui tentaient d'approfondir la question tunisienne savaient que l'on pouvait y évoluer sans problème pour autant que l'on ne critiquât point le gouvernement. Par ailleurs, ce dernier jouait la carte anti islamique pour faire valoir son régime auprès des gouvernements d'Occident.

La tentation simpliste est de s'inspirer de l'exemple tunisien pour l'appliquer à l'ensemble des pays arabes (p. ex. *Le Maroc est aussi une dictature*, La Presse du 26 janvier 2011). Il est vrai que la majorité des pays arabes sont gouvernés par des régimes autoritaires. Dans la plupart de ces pays, les citoyens vivent au quotidien la dure réalité voulant que le rythme de création d'emplois ne suive pas celui du taux de natalité. Certaines personnes s'expatrient pour tenter de mieux vivre ailleurs, élites professionnelles incluses. D'autres se rabattent sur la religion et constituent une cible d'embrigadement potentiel pour les radicaux islamistes. La corruption, ce fléau universel, est ressentie encore plus durement du fait de l'énormité du fossé qui sépare une minorité de nantis du reste de la population.

Dans le cas du Maroc, la démocratisation de ce pays a été amorcée par le souverain actuel. Au lendemain de l'indépendance du Maroc en 1956, le régime parlementaire a eu du mal à s'imposer et le Parlement fut suspendu plus d'une fois. Or, depuis l'avènement en 1999 du souverain actuel Mohamed VI, des changements fondamentaux ont été réalisés : ainsi et à titre d'exemple, le statut de la femme, et notamment de la femme divorcée, a été amélioré par la réforme de la *Moudawana* ; la Commission *Vérité et Réconciliation* a mis au grand jour les souffrances des personnes torturées durant les « années de plomb » du souverain précédent et les confessions publiques des victimes de la torture ont longtemps fait la manchette dans les médias ; le degré de liberté de la presse ne se compare aucunement avec celui qui a prévalu les années passées. La dynamique de ces réformes s'inscrit dans l'orientation d'une plus grande ouverture démocratique.

Qui plus est, si le degré de démocratie se mesure selon la façon dont un pays traite ses minorités, le Maroc est le seul pays qui est fier d'avoir un musée juif et qui accueille à bras ouverts ses anciens ressortissants. En outre, ce fut le souverain Hassan II qui initia dans son propre pays les pourparlers qui aboutirent à la paix entre l'Égypte et Israël.

Il n'en demeure pas moins que le Maroc reste également soumis aux mêmes pressions que les autres pays arabes et le sort a voulu que la plupart des pays dotés de richesses pétrolières soient ceux qui sont dotés d'une faible population. Il est à espérer que l'exemple donné par la Tunisie, s'il aboutit à des réformes démocratiques, constituera une fenêtre d'opportunité qui contribuera à améliorer les libertés civiques dans les pays arabes ou encore à y accélérer le processus de démocratisation. Tout comme les autres pays arabes, le Maroc est un vaste chantier de ressources physiques et humaines qui ne cherchent que le plein épanouissement.